



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/AC.252/L.3
28 janvier 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

COMITÉ SPÉCIAL CRÉÉ PAR LA RÉOLUTION 51/210
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN DATE
DU 17 DÉCEMBRE 1996
Première session
24 février-7 mars 1997

CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DES ACTES DE TERRORISME NUCLÉAIRE

Projet présenté par la Fédération de Russie

Les États parties à la présente Convention,

Condamnant sans réserve comme criminels tous les actes de terrorisme nucléaire quel que soit le lieu où ces actes sont commis et quels qu'en soient les auteurs ou les buts,

Guidés par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Convention sur la protection physique des matières nucléaires de 1980, et par le désir de prévenir les actes de terrorisme nucléaire, qui risquent d'entraîner par les conséquences les plus graves et de menacer la paix et la sécurité internationales,

Prenant en considération la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, approuvée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution 49/60 du 9 décembre 1994,

Notant qu'il importe de coopérer pour prévenir et combattre ces actes, et pour mener les investigations,

Réaffirmant qu'il est indispensable de poursuivre des politiques excluant toute concession aux auteurs de tels actes de terrorisme, et de régler ces incidents de manière pacifique, dans toute la mesure du possible,

Conscients qu'il importe d'élaborer un système fiable de mesures visant à prévenir le terrorisme nucléaire sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Aux fins de la présente Convention :

1. Par "acte de terrorisme nucléaire", il faut entendre :

a) i) L'emploi ou la menace de l'emploi de matières nucléaires, de combustibles nucléaires, de produits ou de déchets radioactifs, ou de toute autre substance radioactive, de leurs propriétés ionisantes ou d'une combinaison de ces propriétés avec des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses;

ii) L'emploi ou la menace de l'emploi de tout dispositif nucléaire, engin nucléaire explosif ou irradiant, ainsi que de leurs composants ou des installations dont ils font partie, y compris leur destruction ou la menace de les détruire, de même que la fabrication artisanale d'engins nucléaires, ayant pour but d'entraîner la mort d'une personne quelle qu'elle soit, de lui causer des dommages corporels graves, de nuire à sa santé, ou de causer des dégâts importants à des biens ou à l'environnement, ou de contraindre une personne physique ou morale, un groupe de personnes, un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

b) Le fait, dans les buts énoncés à l'alinéa a), de recevoir ou d'aliéner sans la permission des autorités compétentes ou par la fraude, de voler, de s'emparer par la violence, de s'approprier, de détenir, de modifier, de transmettre, alors qu'ils appartiennent à l'un quelconque des États parties, et où qu'ils se trouvent : des matières nucléaires, des combustibles nucléaires, des produits ou déchets radioactifs, toute autre substance radioactive, tout dispositif nucléaire, engin nucléaire explosif ou irradiant et leurs composants, ou des installations dont ils font partie; ainsi que tout acte équivalant à exiger sous la menace de la force ou par l'emploi de la force, ou par tout autre moyen d'intimidation, de se faire remettre ou de faire remettre à un tiers de telles matières, sources ou substances, ou de tels dispositifs ou engins et/ou leurs composants, ou encore les installations dont ils font partie;

c) Le fait de préparer ou de tenter d'exécuter les actes visés aux alinéas a) et b), ainsi que d'être complice de quelque façon de l'exécution, de la préparation ou de la tentative d'exécution de tels actes, ou de la menace de les exécuter.

2. Par "matières nucléaires", il faut entendre le plutonium à l'exception du plutonium dont la concentration isotopique en plutonium 238 dépasse 80 %, l'uranium 233, l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233, l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature autrement que sous forme de minerai ou de résidu de minerai, et toute matière contenant un ou plusieurs des éléments ci-dessus;

Par "uranium enrichi en uranium 235 ou 233", il faut entendre l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233, soit ces deux isotopes, en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et

/...

l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel.

3. Par "combustible nucléaire", il faut entendre une matière nucléaire ou toute matière susceptible de produire de l'énergie par une réaction en chaîne de fission nucléaire auto-entretenu.

4. Par "produits radioactifs", il faut entendre toute matière radioactive résultant de la production ou de l'utilisation de combustibles nucléaires, ou toute matière rendue radioactive par irradiation du fait de la production ou de l'irradiation de combustibles nucléaires, à l'exception des radio-isotopes parvenus au stade final de fabrication, et utilisables de ce fait à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles.

5. Par "déchets radioactifs", il faut entendre les substances qui ne se prêtent plus à aucune utilisation, dans quelque état et sous quelque forme qu'elles se présentent – matières, articles de toute sorte, appareils, matériel, objets d'origine biologique, dont la teneur en radio-nucléides est supérieure aux normes et règles fixées par les États parties à la présente Convention pour la manutention des déchets radioactifs.

6. Par "substances radioactives", il faut entendre toute autre substance ne figurant pas dans les paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, et présentant des propriétés radioactives dangereuses pour la vie et la santé de l'homme, et/ou susceptibles de causer des dommages notables à l'environnement.

7. Par "dispositif nucléaire", il faut entendre :

a) Tout réacteur nucléaire, y compris un réacteur embarqué à bord d'un navire, d'un aéronef, ou d'un engin spatial comme source d'énergie servant à propulser ledit navire, aéronef ou engin, ou à toute autre fin;

b) Tout dispositif utilisé aux fins de produire, déployer, conserver, retraiter, transporter à d'autres fins des matières nucléaires, des combustibles nucléaires, des produits ou des déchets radioactifs ou toute autre substance radioactive;

c) Un ensemble de tels dispositifs, considéré comme un seul établissement industriel, scientifique ou autre.

8. Par "engin nucléaire explosif", il faut entendre tout engin susceptible de provoquer une réaction nucléaire en chaîne de fission de type explosif, tel qu'une arme nucléaire ou un engin nucléaire expérimental.

9. Par "engin nucléaire irradiant", il faut entendre tout engin susceptible de disperser des matières radioactives de quelque sorte par quelque moyen entraînant un risque de contamination pour la population et les lieux.

Article 2

1. La présente Convention s'applique exclusivement aux actes commis par des personnes physiques (agissant à titre individuel ou au sein d'un groupe non

/...

gouvernemental ou autre association); elle n'est pas applicable aux questions de non-prolifération des armes nucléaires, ni aux menaces nucléaires émanant d'États, d'organisations internationales intergouvernementales ou autres sujets de droit international.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte à l'immunité des navires et aéronefs appartenant aux États et exploités à des fins militaires, douanières ou policières, ni à celle des engins spatiaux.

Article 3

Chacun des États parties prend les mesures voulues pour faire tomber sous le coup du droit pénal national les actes énumérés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention, et pour faire en sorte que les peines prévues soient adaptées à la gravité de ces crimes.

Article 4

Les États parties coopèrent pour prévenir les actes de terrorisme nucléaire, et chacun d'entre eux s'emploie notamment :

1. À adopter toutes les mesures prévues par la législation pour empêcher que soient préparés dans les limites de son territoire des actes criminels à commettre sur ce territoire ou sur d'autres, et notamment à interdire sur son territoire les activités illégales des personnes, des groupes et des associations qui encouragent, suscitent ou organisent l'exécution d'actes de terrorisme nucléaire ou y participent, ou encore qui aident à dissimuler lesdits actes criminels;

2. À échanger des informations selon les modalités et les conditions énoncées à l'article 11 de la présente Convention, et à coordonner les mesures administratives et autres qu'il prend pour empêcher que soient commis de tels actes criminels;

3. À adopter toutes les mesures voulues, d'ordre législatif, administratif et technique, pour assurer la protection physique des matières nucléaires, des combustibles nucléaires, des produits ou déchets radioactifs et des substances radioactives, pour garantir la protection physique des dispositifs nucléaires et engins nucléaires, ainsi que pour empêcher qu'un tiers puisse y avoir accès illégalement ou sans autorisation.

Article 5

1. Chacun des États parties prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence vis-à-vis de tous les crimes visés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention, commis :

a) Sur son territoire ou à bord d'un navire, aéronef ou engin spatial qui y est immatriculé;

b) Par l'un quelconque de ses nationaux, ou, si l'État en question le juge utile, par des apatrides résidant habituellement sur son territoire;

/...

c) En vue de contraindre ledit État à accomplir un acte ou à s'en abstenir; ou

d) En relation avec un national de cet État, ou contre un national de cet État, ou, si l'État le juge utile, une personne morale en relevant.

2. Chacun des États parties prend également les mesures qui peuvent être nécessaires pour étendre sa compétence sur ces crimes dans les cas où le coupable présumé se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade, comme prévu à l'article 8 de la présente Convention, vers aucun des États visés au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention n'exclut aucune compétence pénale qui s'exerce en vertu du droit national.

Article 6

1. Un État partie sur le territoire duquel est commis un des crimes visés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention, ou sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé, prend conformément au droit international et à sa législation nationale des mesures pour faire cesser cet acte de terrorisme nucléaire (y compris des mesures de coercition), ainsi que pour identifier, trouver, détenir et placer sous bonne garde l'auteur présumé, ou prend toutes autres mesures propres à garantir la présence de ce dernier pendant la période nécessaire à l'engagement de poursuites ou à la mise en route de la procédure d'extradition.

2. Un État visé au paragraphe 1 du présent article procède immédiatement à l'instruction préliminaire des faits conformément à sa législation nationale, et communique les conclusions sans délai aux États qui doivent établir leur compétence en vertu de l'article 5 de la présente Convention, et leur fait savoir s'il entend exercer sa compétence.

3. Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte en aucune manière au droit qu'a chacun des États parties de prendre les mesures indispensables énumérées au présent article, avec l'accord d'un État tiers ou suite à une demande d'assistance que lui aurait adressée cet État tiers si le crime a été commis sur le territoire de cet État tiers, ou si l'auteur présumé s'y trouve.

4. Aucune des dispositions de la présente Convention ne porte atteinte en aucune manière aux normes du droit international applicables à la faculté qu'ont les États d'exercer leur compétence en matière d'instruction ou d'adoption de mesures de coercition à bord de navires ne battant pas leur pavillon, ou à bord d'aéronefs qui n'y sont pas immatriculés.

Article 7

1. L'État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé, s'il ne l'extrade pas, transmet l'affaire sans aucun délai injustifié à ses autorités compétentes, en vue de faire entamer les poursuites pénales et l'instruction judiciaire conformément à la législation en vigueur dans cet État.

/...

2. À quiconque fait l'objet d'une instruction visant l'un quelconque des crimes énumérés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention, est garanti un traitement équitable à toutes les étapes de l'instruction, notamment l'exercice de tous les droits et l'application de toutes les garanties prévus en l'espèce par la législation de l'État sur le territoire duquel il se trouve.

Article 8

1. Les crimes énumérés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention sont considérés comme crimes entraînant l'extradition compris dans tout accord d'extradition conclu entre les États parties. Ces derniers s'engagent à faire figurer ces crimes au nombre des crimes entraînant l'extradition dans tous les accords d'extradition qui seront conclus entre eux à l'avenir.

2. Un État partie soumettant l'extradition à l'existence d'un accord, qui reçoit une demande d'extradition émanant d'un autre État partie auquel il n'est pas lié par un accord d'extradition, a la faculté de considérer la présente Convention comme fondant en droit l'extradition pour ce qui est des crimes visés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention. L'extradition est sujette aux autres dispositions de la législation de l'État recevant la demande.

3. Les États parties qui ne soumettent pas l'extradition à l'existence d'un accord considèrent dans leurs relations mutuelles les crimes visés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention comme crimes entraînant l'extradition, sous réserve des dispositions de la législation de l'État recevant la demande.

4. En cas de nécessité, les États parties à la présente Convention considèrent, aux fins d'extradition, les crimes visés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention comme s'ils avaient été commis non seulement au lieu où ils l'ont été, mais aussi en quelque lieu relevant de la compétence de l'État partie demandant l'extradition.

5. Un État partie recevant plus d'une demande d'extradition émanant d'États ayant établi leur compétence conformément à l'article 5 de la présente Convention, qui décide de ne pas engager de poursuites, tient dûment compte, pour choisir l'État vers lequel extradier le coupable présumé, des intérêts et obligations de l'État partie sur le territoire duquel a été commis l'acte de terrorisme nucléaire.

Article 9

1. Les États parties s'entraident le plus qu'il se peut pour ce qui est des poursuites pénales engagées à la suite des crimes énumérés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention, y compris en ce qui concerne l'obtention des preuves qu'ils détiennent et qui seraient nécessaires à l'instruction.

2. Les États parties s'acquittent des obligations découlant du paragraphe 1 du présent article conformément à tous les accords d'entraide judiciaire pouvant exister entre eux. S'il n'existe pas de tels accords entre eux, les États parties s'entraident conformément à leur législation nationale.

Article 10

1. Une fois achevée l'instruction d'un acte de terrorisme nucléaire, les matières nucléaires, combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs ou autres substances radioactives, de même que les dispositifs nucléaires, engins nucléaires explosifs ou irradiants, y compris ceux de fabrication artisanale, ainsi que leurs composants ou les installations dont ils font partie, seront, dans la mesure du possible, intégralement restitués à l'État partie auxquels ils appartiennent ou à l'État partie d'origine.

2. Au cas où les matières nucléaires, combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs ou autres substances radioactives, les dispositifs nucléaires, engins nucléaires explosifs ou irradiants, y compris ceux de fabrication artisanale, leurs composants ou les installations dont ils font partie, énumérés au paragraphe 1 du présent article, n'appartiennent à aucun des États parties, et qu'aucun État partie n'en est l'État d'origine, leur destination fera l'objet d'une décision distincte, prise après consultation entre les États intéressés.

Article 11

1. Les États parties échangent des informations dans le but de prévenir et combattre les crimes énumérés au paragraphe 1 de l'article premier de la présente Convention, de les mettre en évidence et de mener les investigations, ainsi que de traduire devant la justice pénale et de châtier les personnes coupables de ces crimes, et à cette fin :

a) Un État partie fait le nécessaire pour informer sans délai les autres États visés à l'article 5 de la présente Convention, ou les États dont il estime qu'ils sont concernés, de tout acte de terrorisme nucléaire, et de tous préparatifs de tels actes dont il aurait eu connaissance, ainsi que pour en informer le cas échéant les organisations internationales;

b) En cas de nécessité, les États parties intéressés échangent entre eux ou avec les organisations internationales des informations sur les mesures qu'ils ont prises pour prévenir et combattre les actes de terrorisme nucléaire, sur les motifs de ces actes, les moyens employés, les auteurs, et les méthodes ayant servi à les prévenir et les combattre;

c) Chaque État partie a la faculté de communiquer à un autre État partie ou à une organisation internationale toute autre information pertinente.

2. Les États parties prennent les mesures voulues, compte tenu de leur législation nationale, pour préserver le caractère confidentiel de toute information reçue à titre confidentiel d'un autre État partie en application des dispositions de la présente Convention, ou obtenue du fait de leur participation à des activités menées en application de la présente Convention. Si les États

parties communiquent à titre confidentiel des informations à des organisations internationales, ils font le nécessaire pour que le caractère confidentiel en soit préservé.

3. Les dispositions de la présente Convention n'imposent pas à un État partie l'obligation de communiquer aucune information qu'il n'aurait pas le droit de divulguer en vertu de sa législation nationale, ou qui risquerait de faire peser un risque sur sa sécurité ou sur la protection physique de matières nucléaires, de combustibles nucléaires, de produits ou de déchets radioactifs, de substances radioactives, de dispositifs nucléaires, d'engins nucléaires, ou de leurs composants, ou des installations dont ils font partie.

4. Les États parties se communiquent mutuellement le nom de leurs organes et centres de liaison compétents, chargés de communiquer et de recevoir les informations visées par le présent article. L'accès à ces organes et à ces centres doit être ouvert en permanence.

Article 12

Les États parties se consultent, soit par la voie directe, soit par le biais d'organisations internationales, selon ce qu'ils auront convenu, sur toutes les questions faisant l'objet de la présente Convention.

Article 13

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux obligations assumées par les États parties en vertu de la Charte des Nations Unies ou aux droits et obligations découlant pour eux d'accords internationaux conclus antérieurement, ni n'est dirigé contre aucun État quel qu'il soit.

Article 14

1. En cas de différend survenant entre deux ou plusieurs États parties à propos de l'interprétation ou l'application de la présente Convention, ces États se consultent pour régler le différend par la négociation ou tout autre moyen pacifique de règlement des différends qui soit acceptable par toutes les parties audit différend.

2. Tout différend de cet ordre qui ne peut être réglé par les moyens énumérés au paragraphe 1 du présent article est, sur la demande de l'une quelconque des parties au différend, soumis à l'arbitrage ou transmis pour être tranché à la Cour internationale de Justice. Lorsqu'un différend est soumis à l'arbitrage, si, à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la réception de la demande, les parties au différend n'arrivent pas à s'accorder sur la procédure d'arbitrage, l'une des parties peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de nommer un ou plusieurs arbitres. Au cas où il y a conflit entre les demandes des Parties au différend, il y a lieu de s'adresser en priorité au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Tout État partie peut, lors de la signature, de la ratification, de l'adoption ou de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à la Convention déclarer ne pas s'estimer lié par l'une ou l'autre des procédures de règlement des différends (ou par les deux procédures), exposées au paragraphe 2 du présent article en ce qui concerne un État partie ayant émis une réserve à l'égard de cette procédure.

4. Tout État partie ayant émis une réserve en vertu du paragraphe 3 du présent article peut à tout moment la retirer par notification au Dépositaire.

Article 15

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États à _____ à compter du _____ 19__ et jusqu'à son entrée en vigueur.

2. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'adoption ou à l'approbation des États signataires.

3. Après son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les États.

4. a) La présente Convention est ouverte à la signature des organisations internationales et des organisations régionales d'intégration ou autres, et à l'adhésion de ces organisations, à la condition qu'elles soient constituées d'États souverains et aient pouvoir de négocier, de conclure et d'appliquer des accords internationaux sur les questions visées par la présente Convention;

b) Pour les questions relevant de leur compétence, lesdites organisations jouissent en leur nom propre des mêmes droits et assument les mêmes obligations que les États parties aux termes de la présente Convention;

c) En devenant partie à la présente Convention, une telle organisation adresse au Dépositaire une déclaration indiquant quels en sont les États membres et quels articles de la présente Convention ne lui sont pas applicables;

d) Une telle organisation ne dispose pas d'autre voix que celles de ses États membres.

5. Les instruments de ratification, d'adoption, d'approbation ou d'adhésion sont remis en garde au Dépositaire.

Article 16

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle le Dépositaire aura reçu en garde le _____ème instrument de ratification, d'adoption ou d'approbation.

2. Pour chaque État ratifiant, adoptant, ou approuvant la présente Convention, ou y adhérant, après la date à laquelle le Dépositaire aura reçu le _____ème instrument de ratification, d'adoption ou d'approbation, la

Convention entrera en vigueur le trentième jour après que ledit État aura remis au Dépositaire son instrument de ratification, d'adoption, d'approbation ou d'adhésion.

Article 17

1. Un État partie peut proposer des amendements à la présente Convention, en les adressant au Dépositaire, qui les fait immédiatement diffuser à tous les États parties. Si la majorité des États parties demande au Dépositaire la convocation d'une conférence pour l'examen des amendements proposés, le Dépositaire invite les États parties à une conférence qui ne saurait s'ouvrir moins de 30 jours après l'envoi des convocations. Toute modification adoptée lors d'une telle conférence à une majorité des deux tiers des États parties est immédiatement notifiée par le Dépositaire à tous les États parties.

2. Une modification entre en vigueur, pour chaque État partie remettant un instrument de ratification, d'adoption ou d'approbation de la modification, le trentième jour suivant la date à laquelle les deux tiers des États parties ont remis en garde au Dépositaire leurs instruments de ratification, d'adoption ou d'approbation. Par la suite, la modification entre en vigueur pour tout autre État partie le jour où il remet en garde au Dépositaire son instrument de ratification, d'adoption ou d'approbation de la modification.

Article 18

1. Tout État partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au Dépositaire.

2. La dénonciation prend effet cent quatre-vingts jours après la date à laquelle le Dépositaire reçoit la notification.

Article 19

Le Dépositaire informe sans délai tous les États parties :

- a) De chaque signature de la présente Convention;
- b) De chaque remise en garde d'un instrument de ratification, d'adoption, d'approbation ou d'adhésion;
- c) De toute réserve ou tout retrait d'une réserve, conformément à l'article 14;
- d) De toute déclaration adressée par une organisation conformément à l'alinéa c) du paragraphe 4 de l'article 15;
- e) De l'entrée en vigueur de la présente Convention;
- f) De l'entrée en vigueur de toute modification apportée à la présente Convention;
- g) De toute dénonciation notifiée conformément à l'article 18.

/...

Article 20

L'original de la présente Convention, dont les textes en langues _____ sont également authentiques, est remis en garde à _____, qui en adresse des copies certifiées conformes à tous les États parties.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à _____, le _____ 19____.
